

Objet : Classement de salubrité de l'anse de Carteau (golfe de Fos) pour le groupe 1 de coquillages (oursins, violets et murex), en vue de l'ouverture à la pêche.

**Monsieur le Président du Comité  
Local des Pêches Maritimes**

13500 Martigues

V/Réf : Fax du 22/09/05  
N/Réf : LER/PAC/05-771

La Seyne sur Mer, le 25 octobre 2005

*Affaire suivie par Olivier Arnal*

Institut français de Recherche  
pour l'Exploitation de la Mer

Etablissement public à caractère  
industriel et commercial

Centre de Méditerranée  
Zone portuaire de Brégailhon  
B.P. 330  
83507 La Seyne-sur-Mer cedex  
France

téléphone 33 (0)4 94 30 48 00  
télécopie 33 (0)4 94 30 44 17  
<http://www.ifremer.fr>

Le social  
135, rue Jean-Jacques Rousseau  
92138 Issy-les-Moulineaux Cedex  
France

R.C.S. Nanterre B 330 715 368  
APE 731 Z  
SIRET 330 715 368 00297  
TVA FR 46 330 715 368

téléphone 33 (0)1 46 48 21 00  
télécopie 33 (0)1 46 48 22 96  
<http://www.ifremer.fr>

Monsieur le Président,

Nous avons bien reçu votre fax du 22/09/05 (sans référence) dans lequel vous demandez l'avis de l'Ifremer sur la proposition formulée par le Comité local de Martigues en vue d'obtenir le classement de salubrité de l'anse de Carteau (golfe de Fos) pour les coquillages de groupe 1 (oursins, violets et murex), pour l'ouverture à la pêche.

Notre avis vous est présenté ci-dessous pour ce qui concerne les aspects scientifiques et techniques relatifs au domaine marin relevant de notre compétence, dans une perspective de développement durable.

L'ouverture de la pêche des coquillages de groupe 1 dans l'anse de Carteau, nécessite en effet que cette zone soit classée. Deux documents servent de référence et doivent être pris en compte pour cette démarche :

- L'arrêté du 21 mai 1999 relatif au classement de salubrité et de surveillance des zones de production et des zones de reparcage de coquillages vivants. Ce document stipule (art 7) que la procédure administrative de classement est placée sous la maîtrise d'œuvre des affaires maritimes (DDAM).
- l'arrêté préfectoral du 29 juin 2000 modifié établi par la DDAM des Bouches du Rhône portant classement de salubrité et de surveillance des zones de production conchyliques pour ce département.

Notons que le classement est spécifique d'une zone géographique et d'un groupe de coquillages (art. 8). La zone « anse de Carteau » dans la lettre en objet doit donc être identifiée en référence à l'arrêté préfectoral du 29 juin 2000. Si l'on admet qu'il s'agit de la zone n° 13-06.01, elle est effectivement classée B dans ce document pour les coquillages de groupe 1. Ce classement B semble avoir été attribué par défaut (art 14), car il s'agit d'une zone portuaire appartenant au port de Marseille (PAM).

Le groupe 1 de coquillages comprend des organismes divers non purifiables (oursins, violets, murex). Pour cette raison, ils doivent être pêchés dans une zone classée A. Il conviendrait par ailleurs de préciser quelles espèces et quelles productions sont concernées par l'ouverture à la pêche ? Le cas des oursins par exemple est relativement mieux connu. La collecte de toutes données de surveillance et/ou d'autocontrôles éventuellement disponibles (cas des oursins) serait par ailleurs utile pour aider à situer le niveau de qualité existant.

La DDAM des Bouches du Rhône, maître d'œuvre institutionnel de la procédure administrative de classement de zone, a demandé à l'Ifremer (lettre du 31/01/2005) son avis sur la proposition de « classer la zone 13-06.01 en A provisoire dans un premier temps, dans l'attente de données complémentaires ». Notre avis du 4/03/2005 à cette proposition a été favorable. Il s'appuie sur les résultats acquis par les surveillances menées par l'Ifremer (REMI, RNO, REPHY) qui ne montrent pas de situation de contamination (microbiologique et chimique) pour le groupe 3 de coquillages (moules) en un point au centre de l'anse de Carteau (site conchylicole) .

En l'absence de donnée disponible pour le groupe 1 de coquillage pour cette zone, il conviendra de les acquérir et pour cela mettre en œuvre une stratégie d'échantillonnage permettant d'estimer sa qualité (microbiologique et chimique) et son classement définitif.

La proposition du comité local de réaliser une seule analyse microbiologique sur deux points n'apparaît pas suffisante, ni conforme aux dispositions de l'arrêté du 21 mai 99 (cf articles 8 et 11).

En conclusion, il paraît nécessaire à ce stade que la démarche de classement en objet soit définie en étroite concertation en particulier avec la DDAM des Bouches du Rhône. Nous restons à votre disposition pour vous aider dans votre réflexion et contribuer à faire avancer votre démarche. Nous joignons par ailleurs ci dessous (en annexe) une estimation des coûts d'analyses en réponse à votre demande.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de notre considération distinguée.

Directeur du Centre Ifremer de Méditerranée

Copie : DDAM 13